

LE RÔLE DE L'ÉDUCATION DANS LA CONSTRUCTION D'UNE NATION LE CAS DE L'OUGANDA

Léonard Rjk MULEKWAH *

L'Ouganda compte 16 millions et demi d'habitants ; sa population croît de 2,9 % par an, soit un doublement en vingt-cinq ans. La fécondité est forte, avec une descendance du moment de 7,3 enfants par femme ; le taux de mortalité, encore élevé, est de 18 ‰ et le taux de mortalité infantile, de 103 ‰ (MINISTRY OF HEALTH, 1988-1989). Le produit national brut par habitant, 230 dollars environ, représente la moitié de sa valeur des années soixante.

Le *Nation Resistance Movement* (NRM) accède au pouvoir en 1986, avec l'objectif de « proposer un programme politique capable de servir de base à une large coalition rassemblant toutes les forces politiques et sociales de la nation, pour assurer un meilleur avenir aux Ougandais qui souffrent depuis si longtemps ». Le « programme en 10 points » (MUSEVENI 1986) reconnaît le rôle de l'éducation en tant que composante majeure du développement.

1. DÉVELOPPEMENT DE LA SCOLARISATION

Jusqu'en 1925, l'éducation est assurée le plus souvent par des missions chrétiennes qui fondent les écoles primaires, secondaires et les écoles de formation des maîtres. En 1925, le ministère de l'Éducation nationale est créé et suivi, en 1927, d'un programme de formation des instituteurs.

À l'Indépendance, en 1962, le premier plan quinquennal de développement prévoit un programme d'éducation nationale pour fournir une main-d'œuvre hautement qualifiée à l'administration. Dans ce but, le développement de l'enseignement primaire est limité au profit de l'enseignement secondaire.

Le deuxième plan quinquennal 1966-1967/1970-1971 privilégie l'enseignement secondaire et le développement de l'enseignement supérieur, pour renouveler cette main-d'œuvre hautement qualifiée.

* Bank of Uganda, Kampala.

2. STRUCTURE DU SYSTÈME ÉDUCATIF

À quelques modifications près, la structure du système éducatif ougandais date des années soixante. Les élèves sont admis à l'école primaire à cinq ans révolus pour un cycle de sept années sanctionné par un examen ; les impétrants sont admis dans les écoles secondaires, pour un cycle de quatre ans couronné par le « Certificat de scolarisation ougandais ».

Selon ses résultats, l'élève peut alors prétendre à un cycle de deux ans d'éducation secondaire avancée qui permet d'obtenir le « Certificat supérieur de scolarisation ougandais ». Les meilleurs éléments sont ensuite admis à l'université. Ainsi, un enfant qui entre à l'école primaire à l'âge de cinq ans et poursuit ses études sans interruption jusqu'à l'université (primaire, secondaire, secondaire avancé et supérieur) sera diplômé de l'université à vingt et un ans.

Des programmes de formation pour adultes (*Mature entry programme*) permettent également d'accéder à l'université ; ils assurent divers enseignements pratiques : professorat, artisanat, ingénierie, santé, foresterie, agriculture.

Ce système, très sélectif, est inadapté aux besoins du pays ; après avoir échoué dans la promotion de la culture et du sens civique, il a favorisé le rejet des valeurs culturelles. Cependant, il a permis de former des bacheliers, d'un niveau comparable à celui des pays occidentaux, et des experts nationaux quoiqu'en nombre insuffisant.

3. ÉDUCATION ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Le plan d'action de Kilimanjaro pour réduire les taux de croissance démographique, considère les facteurs démographiques comme partie intégrante des programmes de développement socio-économique. Les stratégies nationales de développement ne reposent plus sur la seule croissance du secteur économique, mais également sur la démographie, avec un intérêt particulier pour le développement des ressources humaines.

L'Ouganda traverse actuellement la deuxième étape de sa décolonisation, caractérisée par la recherche d'une stratégie de développement adaptée aux ressources sociales, culturelles, économiques et environnementales disponibles.

Les gouvernements ougandais ont toujours mis l'accent sur les besoins en main-d'œuvre qualifiée pour encadrer les programmes de développement. En 1966, OBOTE présente la politique destinée à répondre aux besoins de scolarisation en Ouganda : « Le remplacement, à tous les niveaux, du personnel expatrié par des

nationaux est une nécessité fondamentale pour la consolidation de notre indépendance. La formation de personnel local qualifié doit pour cela être une priorité absolue, prévalant sur tous les autres besoins en éducation. ». Or, le secteur de l'éducation est confié à des étrangers et ce problème n'est pas sans rapport avec le désordre qui prévaut, depuis les années soixante-dix à la tête de l'État.

Les gouvernements ougandais ont toujours consacré environ 20 % du budget national à l'éducation ; ces efforts financiers portent leurs fruits, même s'ils laissent l'Ouganda, comme la plupart des pays africains, loin derrière les pays développés, en ce qui concerne le taux de scolarisation.

Pour l'avenir, OKONJO (1981) pose les questions clés : « *Pouvons-nous créer, puis gérer un système scolaire qui puisse non seulement assurer un niveau d'éducation de base à tous, mais aussi répondre aux besoins vitaux de nos nations à long terme ? Pouvons-nous orienter l'éducation nationale à la fois vers la connaissance de nos pays, et vers les sciences et techniques et leurs applications destinées à résoudre les problèmes liés à notre situation actuelle ? Pouvons-nous mettre en place un système scolaire qui soit non seulement rentable, mais aussi capable d'améliorer l'inventivité et le modernisme de la société, un système qui sache associer la connaissance et la pratique, et qui rende donc utiles à la nation tous ceux qu'il forme ? Pouvons-nous concevoir un système scolaire qui s'adresse à l'ensemble de la population, tout en donnant à chaque individu une plus grande confiance en ses propres capacités ? »*

Former des hommes compétents, pour gérer les institutions politiques, les hôpitaux, les services de santé, pour répondre aux besoins du secteur privé, de la recherche à une cadence correspondant à nos besoins est le véritable défi (MANLEY, 1979).

4. RÉALISATIONS ET CONTRAINTES

Au début des années soixante, les pays latino-américains scolarisent une part plus élevée de leur population que les pays africains et asiatiques. À cette époque, les plans de Karachi et d'Addis-Abeba ont pour objet de mettre en place à l'horizon

5. LES DIFFICULTÉS

En Ouganda, diverses difficultés ont limité la portée des programmes de scolarisation :

- le système éducatif ne s'est pas adapté à la croissance de la population, par manque de moyens financiers et d'enseignants ;
- les données statistiques sur les caractéristiques de la population scolaire manquent pour définir des objectifs d'éducation ;
- la population active n'est pas incitée à suivre des programmes de formation permanente ;
- le fossé s'élargit entre programmes scolaires et de formation, et débouchés sur le marché de l'emploi pour les diplômés, y compris de l'université ;
- les lacunes d'organisation ou de structure et la pression croissante de la population sur le système scolaire expliquent en partie le fort taux d'abandon à tous ses niveaux ;
- la persistance de l'illettrisme retarde la prise de conscience de la nécessité de l'effort de formation des enfants ; dans les zones rurales, la plupart des parents ne souhaitent pas consacrer beaucoup d'argent aux frais scolaires.

6. PERSPECTIVES POUR L'ÉDUCATION ET LE DÉVELOPPEMENT

Le plan national de redressement et de développement (MINISTRY OF PLANNING AND ECONOMIC DEVELOPMENT, 1991) vise l'intégration de l'alphabétisation dans le développement rural. Les priorités consistent à :

- améliorer les conditions de vie dans les zones rurales, en aidant les enfants scolarisés et la population dans son ensemble à acquérir une formation ;
- introduire des cours d'éducation sanitaire et nutritionnelle dans les programmes scolaires ;
- remettre à niveau les établissements d'enseignement technique et les rendre plus accessibles ; l'objectif à long terme est de rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande en main-d'œuvre d'un niveau technique général ;
- restructurer les programmes pour former des citoyens responsables ;
- créer un environnement favorable à la scolarisation pour tous ; le but à long terme est, à la fois, d'offrir une éducation générale destinée à alphabétiser le plus grand nombre et d'ouvrir plus d'universités.

Le rapport de la Commission d'expertise sur la politique d'éducation recommande (MINISTRY OF EDUCATION, 1989) :

- d'assurer une éducation primaire générale pour tous ;
- de proposer des programmes d'alphabétisation pour adultes ;
- de redéfinir la vocation de l'école, en réduisant le côté académique et théorique des programmes au profit d'un enseignement pratique capable de former des adultes productifs, quel que soit leur niveau scolaire.

CONCLUSION

La compréhension des interactions entre l'éducation et le développement est indispensable, car elles jouent un rôle capital dans le processus de développement social, politique et économique.

On a vu que la structure politique et sociale peut faciliter ou inhiber les progrès de la scolarisation et que l'éducation peut gommer ou renforcer les inégalités. D'où la nécessité de construire des établissements scolaires dans différentes régions du pays et de dynamiser les écoles en milieu rural pour qu'elles puissent concurrencer les écoles urbaines.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- MANLEY (M.), 1979. - « North-South Dialogue » in *Third World Quarterly*, London, vol. I, n°4.
- MINISTRY OF EDUCATION, 1989. - *Education Policy Review Commission Report*, Kampala
- MINISTRY OF HEALTH, 1988-1989. - *Uganda Demographic and Health Survey, Preliminary report*, Institut for Resource Development, Westing House.
- MINISTRY OF PLANNING AND ECONOMIC DEVELOPMENT, 1991. - *Rehabilitation and Development Plan 1990-1991/1993-1994*, vol II, project.
- MUSEVENI (Y.), 1986. - *Ten Point Programme of NRM*, NRM Publication, 1^{re} éd.
- OKONJO (C.), 1981. - *Maximising the contribution of African Universities to National Development*, Memograph serie n° 1, RIPS, 29 p.